
Maitre Mona Ofeich Choueiri

Education:

Elève du Collège Protestant Français, elle a obtenu les 2 Baccalauréat Français et Libanais en 1962

En 1966 Diplôme de Droit Français et Libanais. Université Saint-Joseph (USJ).

1967 A suivi les cours de première année de DEA en Droit Civil. Université Saint-Joseph (USJ).

Parcours Professionnel

A exercé le métier d'avocate depuis 1967

Ministre d'état de 2009 a 2011.

Membre actif de l'Ordre des Avocats de Beyrouth

Membre du Conseil Disciplinaire (2002-2006 et 2020-2021);

Membre actif du Comité de Déontologie , A contribué à l'élaboration du Code de Déontologie Professionnelle.

A représenté le Ministère des Affaires Sociales au sein du Commission Ministérielle présidée par le premier ministre pour l'Amélioration de l'Etat des Prisons au Liban (2006-2009)

Maitre Ofeich Choueiri est un Membre actif de plusieurs ONGs et de plusieurs associations

- 1- Membre du Conseil National pour la lutte contre toutes les lois discriminatoires envers les Femmes au Liban,
- 2- Membre de L'Union pour la Protection de l'Enfance au Liban.
- 3- Secrétaire Générale de la Fondation Père Afif Osseirane – Foyer de la Providence" (1982-1993), et ensuite Présidente du Comité Exécutif (depuis 1993).
- 4- Présidente de l'Association des Libanaises Universitaires" (2004-2010).
- 5- Vice-présidente de Yaduna, ONG visant à promouvoir la prévention des problèmes cardiaques chez les femmes (depuis 2013).

Maitre Ofeich Choueiri,

- 6- A milité, depuis 1975, pour les droits de la Femme Libanaise et a contribué à l'élaboration de plusieurs projets de loi pour l'amélioration des lois discriminatoires contre les femmes au Liban (1999 - 2010).
- 7- A contribué avec le Haut Conseil National de l'Enfance pour l'élaboration de plusieurs projets de loi portant sur les droits des mineurs en danger et en conflit avec la loi, etc.
- 8- A participé, en tant que conférencière ou modératrice, au Liban et dans les pays Arabes, à plusieurs conférences sur les droits des Mineurs en Conflit avec la Loi, la lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes
- 9- A participé à plusieurs tables rondes et sessions de travail avec les juges pour amender les lois portant sur les droits des Mineurs en Conflit avec la Loi (Loi 422) et les enfants sans papiers, les enfants de la rue et les enfants Fantômes.